



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DF DIRECTION GÉNÉRALE DES
FINANCES PUBLIQUES

Service Comptable de l'Etat

Situation Mensuelle de l'Etat



Mars 2016



Synthèse	2
Faits marquants	2
Chiffres clés	4
Solde d'exécution budgétaire	5
Dépenses	6
Dépenses du budget général par titres et catégories	6
Dépenses du budget général par missions et programmes	7
Recettes	10
Recettes fiscales du budget général	10
Recettes non fiscales du budget général	12
Prélèvements sur recettes de l'Etat et fonds de concours	14
Opérations des comptes spéciaux	15
Données patrimoniales	16
Correspondants du Trésor et personnes habilitées	16
Dette financière de l'Etat	17
Notes méthodologiques	18



Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI) : -27,49 Md€

Le solde d'exécution budgétaire à fin mars 2016 s'élève à -27,49 Md€ contre -29,53 Md€ à fin mars 2015 à périmètre constant. Cette situation s'explique par les effets conjugués de la baisse des

dépenses nettes de 3,27 Md€, de la hausse des recettes nettes de 5,24 Md€ et par la baisse du solde des comptes spéciaux de 6,47 Md€.

Dépenses du budget général (nettes de R et D*) : 70,27 Md€

Les principales dépenses du mois

✓ Mission **Enseignement scolaire** : 6,10 Md€ dont 2,64 Md€ au titre du programme « Enseignement scolaire public du second degré », 1,67 Md€ au titre du programme « Enseignement scolaire public du premier degré » et 0,81 M€ pour le programme « Vie de l'élève » ;

✓ Mission **Défense** : 3,04 Md€ dont 1,71 Md€ au titre du programme « Soutien de la politique de la Défense » et 0,83 Md€ au titre du programme « Préparation et emploi des forces » ;

✓ Mission **Sécurité** : 1,50 Md€ partagé essentiellement entre les programmes « Police nationale » à hauteur de 0,80 Md€ et « Gendarmerie nationale » pour 0,67 Md€ ;

Les dépenses nettes à fin mars 2016 s'élèvent à 70,27 Md€ contre 73,55 Md€ à fin mars 2015 à périmètre constant. Cet écart s'explique notamment par les baisses conjuguées des dépenses d'intervention (-2,08 Md€) suite à des décalages de versements de certaines aides (notamment la prime

✓ Mission **Solidarité, insertion et égalité des chances** : 1,28 Md€ notamment sur le programme « Handicap et dépendance » (1,11 Md€) ;

✓ Mission **Travail et emploi** : 1,24 Md€ dont 0,69 Md€ au titre du programme « Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi » ;

✓ Mission **Egalité des territoires et logement** : 1,21 Md€ dont 0,99 Md€ imputables au programme « Aide à l'accès au logement ».

d'activité et les subventions versées dans le cadre du programme « Infrastructures et services de transport », des dépenses de fonctionnement (-0,64 Md€) et des dépenses d'investissement (-0,52 Md€).

Recettes du budget général (nettes de R et D*) : 61,26 Md€

Les principales recettes du mois (nettes de R et D*)

TVA : 10,19 Md€ ;

Impôt sur les sociétés (hors CSB) : 8,59 Md€ (notamment dus à l'encaissement du 1^{er} acompte au 15 mars) ;

Impôt sur le revenu : 5,29 Md€ ;

Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes : 1,73 Md€ dont 0,82 Md€ au titre des mutations à titre gratuit par décès ;

Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales : -3,26 Md€ dont -2,74 Md€ au titre de la dotation globale de fonctionnement ;

Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne : -1,69 Md€.

* nettes de R et D : nettes de remboursements et dégrèvements



Recettes fiscales (nettes de R et D*) : 74,11 Md€

Elles s'élevaient à 72,64 Md€ à fin mars 2015 à périmètre constant, soit une hausse de 1,47 Md€. Cette variation s'explique principalement par la hausse des recettes de TICPE de 1,47 Md€ (notamment liés à des versements à l'Agence de financement des infrastructures de transport de France en 2015).

L'augmentation des recettes nettes de TVA (+1,15 Md€) est en partie compensée par la baisse des autres impôts directs et taxes assimilées (-0,50 Md€) notamment au titre des retenues à la source et de l'impôt de solidarité sur la fortune) et par un léger recul des recettes nettes d'IS (-0,19 Md€).

Recettes non fiscales : 2,18 Md€

Les recettes non fiscales à fin mars 2016 s'élèvent à 2,18 Md€ contre 1,39 Md€ à fin mars 2015. La hausse s'explique essentiellement par l'augmentation des produits du domaine de l'Etat pour 0,60 Md€ (notamment au titre des redevances d'usage des fréquences radioélectriques), ainsi que par la hausse

des amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuite pour 0,19 Md€ (notamment en raison du recouvrement d'une amende prononcée par l'Autorité de la concurrence dans le secteur des communications électroniques).

Prélèvements sur les recettes de l'Etat : -15,43 Md€

Les prélèvements sur les recettes de l'Etat s'élèvent à -15,43 Md€ à fin mars 2016 contre -18,90 Md€ à fin mars 2015. Cette variation s'explique par la minoration des prélèvements de l'Etat français au profit de l'Union européenne (UE) pour 2,42 Md€ suite à un rythme d'appel des ressources plus lent en

2016 et à une rectification du budget 2015 de l'UE ainsi que par de moindres prélèvements au profit des collectivités territoriales pour 1,05 Md€ (dont 0,91 Md€ au titre de la dotation globale de fonctionnement).

Solde des comptes spéciaux (hors FMI) : -18,48 Md€

Les principales évolutions du mois (hors CAS « Pensions »)

Le compte spécial « **Avances aux collectivités territoriales** » enregistre des dépenses pour 7,86 Md€ et des recettes d'impôts locaux pour 2,74 Md€. Le compte « **Couverture des risques financiers de l'Etat** » laisse apparaître des dépenses et des recettes pour 1,13 Md€ essentiellement pour assurer la

couverture du risque de change des différentes contributions de la France versées dans le cadre des programmes « Aide économique et financière au développement » et « Action de la France en Europe et dans le monde ».

Au 31 mars 2016, le solde des comptes spéciaux s'établit à -18,48 Md€ contre -12,01 Md€ en mars 2015. Cet écart s'explique essentiellement par la variation du solde des comptes de concours financiers

(-5,79 Md€) notamment en raison des avances versées à l'Agence de service et de paiement au cours du mois de février 2016.

Dettes financières de l'Etat au 31 mars : 1 620,21 Md€

Les flux nets positifs enregistrés, depuis le début de l'année, concernent les OAT (émissions nettes de 60,68 Md€) et les BTF (émissions nettes de 1,93 Md€).

Les montants des BTAN a diminué de 25,41 Md€ depuis le début de l'année.



	Mois	Cumul à fin mars		Renvoi Page
	Mars	2016	2015 retraité 2015 exécuté	
unité : million d'€.				
DONNEES BUDGETAIRES				
Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI)	-1 904	-27 485	-29 533 -26 286	6
Dépenses du budget général (nettes de R et D)	20 172	70 273	73 547 69 629	6
Recettes du budget général (nettes de R et D)	23 312	61 263	56 021 55 350	6
Principales recettes fiscales (nettes de R et D)				
- IR	5 293	23 092	23 155 23 088	
- IS *	8 589	7 827	8 017 8 017	
- TVA	10 189	35 655	34 509 34 317	
Solde des comptes spéciaux (hors FMI)	-5 044	-18 476	-12 006 -12 006	15
DONNEES PATRIMONIALES				
Correspondants du Trésor et personnes habilitées	-1 631	96 299		16
Dettes financières de l'Etat	18 222	1 620 207		17

* hors contribution sociale sur les bénéfices des sociétés



	Mois	Cumul à fin mars		
	unité : million d'€. Mars	2016	2015 retraité	2015 exécuté
Dépenses nettes du budget général				
Dotations des pouvoirs publics	0	988	986	986
Dépenses de personnel	10 107	31 495	31 187	31 211
Dépenses de fonctionnement	2 572	12 390	13 030	13 009
Charges de la dette de l'Etat	0	942	1 297	1 297
Dépenses d'investissement	475	2 288	2 804	2 807
Dépenses d'intervention	6 637	21 588	23 669	19 748
Dépenses d'opérations financières	381	583	572	570
Total des dépenses (nettes de R et D) (I)	20 172	70 273	73 547	69 629
Recettes nettes du budget général				
Recettes fiscales	27 665	74 107	72 635	71 976
Recettes non fiscales	439	2 180	1 392	1 381
Prélèvements sur recettes	-4 950	-15 427	-18 900	-18 901
Fonds de concours	158	403	893	893
Total des recettes (nettes de R et D) (II)	23 312	61 263	56 021	55 350
Total des recettes (nettes de R et D, hors prélèvements sur recettes)	28 262	76 690	74 921	74 251
SOLDE DU BUDGET GENERAL (III = II - I)	3 140	-9 010	-17 527	-14 279
Comptes spéciaux				
Solde des comptes d'affectation spéciale	-86	1 892	2 755	2 755
Solde des comptes de concours financiers	-5 270	-20 749	-14 957	-14 957
Solde des comptes de commerce	328	393	202	202
Solde des comptes d'opérations monétaires	177	-10 262	-321	-321
SOLDE DES COMPTES SPECIAUX (hors FMI) (IV)	-5 044	-18 476	-12 006	-12 006
SOLDE D'EXECUTION BUDGETAIRE DE L'EXERCICE (hors FMI) (V = III + IV)	-1 904	-27 485	-29 533	-26 286



	Mois	Cumul à fin mars		
	Mars	2016	2015 retraité	2015 exécuté
unité : million d'€.				
TITRE 2 - DEPENSES DE PERSONNEL	10 107	31 495	31 187	31 211
Rémunérations d'activité	5 852	17 709	17 468	17 477
Cotisations et contributions sociales	4 176	13 585	13 515	13 529
Prestations sociales et allocations diverses	80	200	204	204
AUTRES TITRES	10 065	38 778	42 360	38 418
Titre 1 - Dotations des pouvoirs publics	0	988	986	986
Titre 3 - Dépenses de fonctionnement	2 572	12 390	13 030	13 009
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	1 897	5 395	5 528	5 529
Subventions pour charges de service public	675	6 995	7 503	7 480
Titre 4 - Charges de la dette de l'Etat	0	942	1 297	1 297
Intérêts de la dette financière négociable	0	0	0	0
Intérêts de la dette financière non négociable	0	0	0	0
Charges financières diverses	0	942	1 297	1 297
Titre 5 - Dépenses d'investissement	475	2 288	2 804	2 807
Dépenses pour immob. corporelles de l'Etat	412	1 784	2 329	2 332
Dépenses pour immob. incorporelles de l'Etat	63	504	476	476
Titre 6 - Dépenses d'intervention	6 637	21 588	23 669	19 748
Transferts aux ménages	2 586	11 027	12 425	8 730
Transferts aux entreprises	1 161	2 242	2 811	2 736
Transferts aux collectivités territoriales	680	1 601	1 609	1 581
Transferts aux autres collectivités	2 206	6 710	6 823	6 702
Appels en garantie	4	8	1	0
Titre 7 - Dépenses d'opérations financières	381	583	572	570
Prêts et avances	0	1	8	8
Dotations en fonds propres	35	46	19	16
Dépenses de participations financières	346	535	546	546
TOTAL DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL	20 172	70 273	73 547	69 629



unité : million d'€	Mois de mars		Cumul à fin mars 2016		Cumul à fin mars 2015 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
ACTION EXTERIEURE DE L'ETAT	435	406	1 438	1 141	1 044
Action de la France en Europe et dans le monde	301	280	836	729	693
Diplomatie culturelle et d'influence	57	40	483	160	234
Français à l'étranger et affaires consulaires	81	81	121	118	117
Conférence "Paris Climat 2015"	-5	5	-2	135	0
ADMINISTRATION GENERALE ET TERRITORIALE DE L'ETAT	242	274	765	726	700
Administration territoriale	148	133	420	388	389
Vie politique, culturelle et associative	20	55	123	128	101
Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur	74	86	223	210	210
AGRICULTURE, ALIMENTATION, FORÊT ET AFFAIRES RURALES	290	168	807	585	803
Economie et développement durable de l'agriculture et des territoires	177	50	339	141	389
Forêt	10	21	166	166	149
Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation	45	39	133	118	107
Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture	58	58	169	160	159
AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT	41	422	480	1 050	1 067
Aide économique et financière au développement	-1	391	1	588	585
Solidarité à l'égard des pays en développement	42	30	479	462	483
ANCIENS COMBATTANTS, MEMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION	30	43	1 737	1 725	1 837
Liens entre la Nation et son armée	7	2	10	5	2
Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant	23	34	1 703	1 697	1 807
Indemnisation des victimes des persécutions antisémites et des actes de barbarie pendant la seconde guerre mondiale	0	8	23	23	28
CONSEIL ET CONTRÔLE DE L'ETAT	47	44	177	170	174
Conseil d'Etat et autres juridictions administratives	30	28	89	86	88
Conseil économique, social et environnemental	0	0	37	37	38
Cour des comptes et autres juridictions financières	18	16	51	47	49
Haut Conseil des finances publiques	0	0	0	0	0
CREDITS NON REPARTIS	0	0	0	0	0
Provision relative aux rémunérations publiques	0	0	0	0	0
Dépenses accidentelles et imprévisibles	0	0	0	0	0
CULTURE	222	179	707	454	450
Patrimoines	56	32	212	109	147
Création	44	33	176	88	90
Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	123	114	318	257	214
DEFENSE	3 601	3 040	9 665	10 918	11 130
Environnement et prospective de la politique de défense	63	109	231	390	337
Préparation et emploi des forces	1 311	830	2 492	2 127	2 077
Soutien de la politique de la défense	1 694	1 709	5 881	5 755	5 744
Equiperment des forces	533	393	1 062	2 646	2 973
DIRECTION DE L'ACTION DU GOUVERNEMENT	90	85	259	220	242
Coordination du travail gouvernemental	35	29	107	87	90
Protection des droits et libertés	4	5	31	32	31
Moyens mutualisés des administrations déconcentrées	51	51	122	101	121
ECOLOGIE, DEVELOPPEMENT ET MOBILITE DURABLES	2 126	642	5 511	1 920	3 275
Infrastructures et services de transports	1 851	111	1 931	320	1 491
Sécurité et affaires maritimes, pêche et aquaculture	5	25	74	39	33
Météorologie	0	0	146	49	50
Paysages, eau et biodiversité	12	10	117	41	70
Information géographique et cartographique	1	0	70	23	23
Prévention des risques	6	6	70	33	36
Energie, climat et après-mines	12	10	333	112	236
Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables	239	305	1 013	949	963
Service public de l'énergie (1)	0	174	1 758	354	373
ECONOMIE	230	94	462	311	348
Développement des entreprises et du tourisme	179	44	317	170	194
Plan "France Très haut débit"	0	0	0	0	0
Statistiques et études économiques	37	37	103	101	117
Stratégie économique et fiscale	14	13	42	39	38



unité : million d'€	Mois de mars		Cumul à fin mars 2016		Cumul à fin mars 2015 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
EGALITE DES TERRITOIRES ET LOGEMENT	169	1 208	14 540	4 354	4 297
Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables (2)	166	171	347	227	206
Aide à l'accès au logement	0	990	14 183	4 031	4 031
Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat	3	47	10	96	60
Conduite et pilotage des politiques du logement et de l'égalité des territoires	0	0	0	0	0
ENGAGEMENTS FINANCIERS DE L'ETAT	4	4	1 093	1 010	1 457
Charge de la dette et trésorerie de l'Etat (crédits évaluatifs)	0	0	942	942	1 297
Appels en garantie de l'Etat (crédits évaluatifs)	4	4	8	8	0
Epargne	0	0	143	60	160
Majoration de rentes	0	0	0	0	0
Dotations en capital du Mécanisme européen de stabilité	0	0	0	0	0
Augmentation de capital de la Banque européenne d'investissement	0	0	0	0	0
Fonds de soutien relatif aux prêts et contrats financiers structurés à risque	0	0	0	0	0
ENSEIGNEMENT SCOLAIRE	6 425	6 095	18 326	17 510	17 209
Enseignement scolaire public du premier degré	1 666	1 668	5 059	5 053	4 920
Enseignement scolaire public du second degré	2 663	2 639	7 933	7 906	7 777
Vie de l'élève	1 018	807	2 138	1 617	1 642
Enseignement privé du premier et du second degrés	693	637	2 156	2 090	2 102
Soutien de la politique de l'éducation nationale	166	170	610	483	461
Enseignement technique agricole	220	173	431	361	307
GESTION DES FINANCES PUBLIQUES ET DES RESSOURCES HUMAINES	980	910	2 943	2 672	2 821
Gestion fiscale et financière de l'Etat et du secteur public local	665	630	2 086	1 956	2 052
Conduite et pilotage des politiques économiques et financières	74	67	241	219	252
Facilitation et sécurisation des échanges	177	146	485	407	427
Entretien des bâtiments de l'Etat	19	10	24	20	23
Fonction publique	44	58	107	71	68
IMMIGRATION, ASILE ET INTEGRATION	120	114	271	234	110
Immigration et asile	119	113	268	232	107
Intégration et accès à la nationalité française	1	2	2	2	2
JUSTICE	681	641	1 916	1 861	1 983
Justice judiciaire	304	289	822	797	795
Administration pénitentiaire	236	257	686	734	768
Protection judiciaire de la jeunesse	99	66	229	181	180
Accès au droit et à la justice	7	5	83	79	174
Conduite et pilotage de la politique de la justice	35	25	95	68	65
Conseil supérieur de la magistrature	0	0	1	1	1
MEDIAS, LIVRE ET INDUSTRIES CULTURELLES	18	85	263	125	153
Presse	15	16	51	50	58
Livre et industries culturelles	1	66	209	71	57
Contribution à l'audiovisuel et à la diversité radiophonique	2	3	4	4	38
OUTRE-MER	114	106	1 153	627	626
Emploi outre-mer	54	34	1 093	468	473
Conditions de vie outre-mer	60	71	60	159	153
POLITIQUE DES TERRITOIRES	8	14	52	56	58
Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	5	13	9	33	44
Interventions territoriales de l'Etat	4	1	4	2	7
Politique de la ville	0	1	39	20	7
POUVOIRS PUBLICS	0	0	988	988	986
Présidence de la République	0	0	100	100	98
Assemblée nationale	0	0	518	518	518
Sénat	0	0	324	324	324
La Chaîne parlementaire	0	0	35	35	35
Indemnités des représentants français au Parlement européen	0	0	0	0	0
Conseil constitutionnel	0	0	10	10	10
Haute Cour	0	0	0	0	0
Cour de justice de la République	0	0	1	1	1



unité : million d'€	Mois de mars		Cumul à fin mars 2016		Cumul à fin mars 2015 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	1 040	856	21 970	7 135	7 455
Formations supérieures et recherche universitaire	126	78	12 091	3 121	3 094
Vie étudiante	687	230	1 600	751	691
Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	60	284	5 618	1 846	2 063
Recherche spatiale	57	45	1 303	567	552
Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de la mobilité durables	1	75	1 023	615	780
Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle	73	125	262	177	175
Recherche duale (civile et militaire)	0	0	0	0	0
Recherche culturelle et culture scientifique	1	0	2	1	1
Enseignement supérieur et recherche agricoles	34	19	72	57	99
REGIMES SOCIAUX ET DE RETRAITE	37	570	4 974	2 114	2 652
Régimes sociaux et de retraite des transports terrestres	-4	351	2 991	1 271	1 808
Régimes de retraite et de sécurité sociale des marins	0	69	756	206	213
Régimes de retraite des mines, de la SEITA et divers	41	151	1 227	637	631
RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES TERRITORIALES	17	101	289	417	457
Concours financiers aux collectivités territoriales et à leurs groupements	12	89	285	392	402
Concours spécifiques et administration	4	12	5	25	55
REMBOURSEMENTS ET DEGREVEMENTS	6 923	6 928	20 257	20 242	18 837
Remboursements et dégrèvements d'impôts d'Etat (crédits évaluatifs)	6 680	6 685	18 575	18 560	17 723
Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux (crédits évaluatifs)	243	243	1 682	1 682	1 113
SANTE	274	47	922	312	242
Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins	274	47	285	57	11
Protection maladie	0	0	637	255	232
SECURITES	1 807	1 501	4 795	4 344	4 319
Police nationale	834	797	2 386	2 338	2 263
Gendarmerie nationale	915	671	2 306	1 929	1 970
Sécurité et éducation routières	3	1	5	3	3
Sécurité civile	55	31	99	74	82
SOLIDARITE, INSERTION ET EGALITE DES CHANCES	3 829	1 276	14 902	3 948	4 493
Inclusion sociale et protection des personnes (2)	3 733	93	3 839	139	679
Handicap et dépendance	13	1 106	10 686	3 448	3 453
Egalité entre les femmes et les hommes	0	0	0	0	1
Conduite et soutien des politiques sanitaires, sociales, du sport, de la jeunesse et de la vie associative	83	77	377	360	360
SPORT, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE	7	7	432	170	114
Sport	5	6	147	82	69
Jeunesse et vie associative	2	1	285	88	46
TRAVAIL ET EMPLOI	761	1 240	7 059	3 175	3 042
Accès et retour à l'emploi	335	495	4 620	2 216	2 047
Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi	341	686	2 238	791	817
Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail	2	2	3	2	1
Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail	82	57	197	166	177
TOTAL DES DEPENSES BRUTES DU BUDGET GENERAL	30 569	27 100	139 153	90 515	92 384
TOTAL DES DEPENSES NETTES DU BUDGET GENERAL	23 646	20 172	118 896	70 273	73 547

(1) programme créé en 2016

(2) changement de libellé en 2016



	Mois		Cumul à fin mars	
	Mars	2016	2015 retraité	2015 exécuté
unité : million d'€.				
Impôt sur le Revenu (A)	5 389	23 435	23 558	23 504
Autres impôts directs perçus par voie d'émission de rôles (B)	161	374	338	338
Impôt sur les sociétés (C)	9 788	11 110	10 759	10 759
Impôt sur les sociétés	9 592	10 881	10 546	10 546
Contribution sociale sur les bénéfices des sociétés	196	229	213	213
Autres impôts directs et taxes assimilées (D)	770	1 424	1 922	1 922
Retenues à la source sur certains bénéficiaires non commerciaux et de l'impôt sur le revenu	39	174	190	190
Retenues à la source et prélèvements sur les revenus de capitaux mobiliers et le prélèvement sur les bons anonymes	168	383	748	748
Prélèvements sur les bénéfices tirés de la construction immobilière (loi n°63-254 du 15 mars 1963, art. 28-IV)	0	0	0	0
Précompte dû par les sociétés au titre de certains bénéfices distribués (loi n°65-566 du 12 juillet 1965 art 3)	0	0	0	0
Prélèvement exceptionnel de 25 % sur les distributions de bénéfices	0	0	3	3
Impôt de solidarité sur la fortune	81	253	402	402
Taxe sur les locaux à usage de bureaux, les locaux commerciaux et de stockage	0	0	0	0
Prélèvements sur les entreprises d'assurance	1	1	1	1
Taxe sur les salaires	0	0	0	0
Cotisation minimale de taxe professionnelle	0	1	2	2
Cotisations perçues au titre de la participation des employeurs à l'effort de construction	1	3	4	4
Taxe de participation des employeurs au financement de la formation professionnelle continue	3	6	6	6
Taxe forfaitaire sur les métaux précieux, les bijoux, les objets d'art, de collection et d'antiquité	4	24	19	19
Contribution des institutions financières	0	0	0	0
Taxe sur les surfaces commerciales	0	0	1	1
Cotisation nationale de péréquation de taxe professionnelle	0	0	0	0
Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	0	0	0
Cotisation foncière des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	1	5	21	21
Recettes diverses	472	575	525	525
Taxe Intérieure de Consommation sur les Produits Energétiques (E)	1 465	3 513	2 040	2 040
Taxe sur la Valeur Ajoutée (F)	15 291	49 535	47 986	47 794
Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes (G)	1 730	4 958	4 869	4 469
Mutations à titre onéreux de créances, rentes, prix d'offices	30	127	114	114
Mutations à titre onéreux de fonds de commerce	16	43	39	39
Mutations à titre onéreux de meubles corporels	0	0	0	0
Mutations à titre onéreux d'immeubles et droits immobiliers	0	2	1	1
Mutations à titre gratuit entre vifs (donations)	131	537	443	443



	Mois	Cumul à fin mars		
	Mars	2016	2015 retraité	2015 exécuté
unité : million d'€.				
Mutations à titre gratuit par décès	820	2 303	2 105	2 105
Contribution de sécurité immobilière	47	151	141	141
Autres conventions et actes civils	40	124	115	115
Actes judiciaires et extrajudiciaires	0	0	0	0
Taxe de publicité foncière	32	99	99	99
Prélèvement sur les sommes versées par les organismes d'assurances et assimilés à raison des contrats d'assurances en cas de décès	14	34	26	26
Taxe additionnelle au droit de bail	0	0	0	0
Recettes diverses et pénalités	26	92	45	45
Timbre unique	8	70	45	45
Taxe sur les véhicules de société	0	0	0	0
Actes et écrits assujettis au timbre de dimension	0	0	0	0
Permis de chasser	0	0	0	0
Droits d'importation	0	0	0	0
Autres taxes intérieures	162	213	495	123
Autres droits et recettes accessoires	1	1	2	2
Amendes et confiscations	-2	4	10	10
Taxe générale sur les activités polluantes	10	11	10	10
Cotisation à la production sur les sucres	0	0	0	0
Droit de licence sur la rémunération des débitants de tabacs	0	0	0	7
Taxe et droits de consommation sur les tabacs	0	0	0	0
Garantie des matières d'or et d'argent	0	0	0	0
Taxe spéciale sur certains véhicules routiers	12	42	42	42
Autres droits et recettes à différents titres	0	0	0	0
Taxe sur les achats de viande	0	0	0	0
Taxe spéciale sur la publicité télévisée	2	12	13	13
Redevances sanitaires d'abattage et de découpage	5	13	13	13
Taxe sur certaines dépenses de publicité	0	0	0	0
Taxe de l'aviation civile	0	9	18	18
Taxe sur les installations nucléaires de base	4	7	0	0
Taxes sur les stations et liaisons radioélectriques privées	0	3	20	20
Produits des jeux exploités par la Française des Jeux (hors paris sportifs)	149	509	535	535
Prélèvements sur le produit des jeux dans les casinos	55	153	132	132
Prélèvement sur le produit brut des paris hippiques	65	100	102	102
Prélèvement sur les paris sportifs	24	65	52	52
Prélèvement sur les jeux de cercle en ligne	5	17	15	15
Redevance sur les paris hippiques en ligne	0	0	0	0
Taxe sur les transactions financières	64	185	175	175
Impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	0	1	1
Autres taxes	9	31	60	25
TOTAL RECETTES FISCALES (A+B+C+D+E+F+G)	34 593	94 349	91 471	90 826
TOTAL RECETTES FISCALES (nettes de remb. et dégrèv.)	27 665	74 107	72 635	71 976



	Mois		Cumul à fin mars	
	Mars	2016	2015 retraité	2015 exécuté
unité : million d'€.				
Dividendes et recettes assimilées (A)	46	47	132	132
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises financières	0	0	0	0
Contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés	25	25	110	110
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises non financières et bénéficiaires des établissements publics non financiers	21	21	22	22
Autres dividendes et recettes assimilées	0	0	0	0
Produits du domaine de l'Etat (B)	116	912	311	311
Revenus du domaine public non militaire	19	48	61	61
Autres revenus du domaine public	1	74	56	56
Revenus du domaine privé	5	14	13	13
Redevances d'usage des fréquences radioélectriques	3	671	47	47
Paiement par les administrations de leurs loyers budgétaires	87	88	131	131
Produit de la cession d'éléments du patrimoine immobilier de l'Etat	0	14	0	0
Autres produits de cessions d'actifs	0	0	0	0
Autres revenus du Domaine	0	3	4	4
Produits de la vente de biens et services (C)	95	195	193	193
Remboursement par l'Union européenne des frais d'assiette et de perception des impôts et taxes perçus au profit de son budget	59	61	59	59
Autres frais d'assiette et de recouvrement	34	131	128	128
Rémunération des prestations assurées par les services du Trésor Public au titre de la collecte de l'épargne	1	1	1	1
Produits de la vente de divers biens	0	0	0	0
Produits de la vente de divers services	0	1	2	2
Autres recettes diverses	1	1	2	2
Remboursements et intérêts des prêts, avances et autres immobilisations financières (D)	16	67	73	73
Intérêts des prêts à des banques et à des Etats étrangers	11	34	40	40
Intérêts des prêts du Fonds de développement économique et social	0	1	1	1
Intérêts des avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	2	2	2	2
Intérêts des autres prêts et avances	1	2	4	4
Avances remboursables sous conditions consenties à l'aviation civile	0	24	15	15
Autres avances remboursables sous conditions	0	1	0	0
Reversement au titre des créances garanties par l'Etat	0	0	0	0
Autres remboursements d'avances, de prêts et d'autres créances immobilisées	2	5	10	10



	Mois	Cumul à fin mars		
	Mars	2016	2015 retraité	2015 exécuté
unité : million d'€.				
Amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuite (E)	82	595	405	394
Produits des amendes de la police de la circulation et du stationnement routiers	0	45	11	0
Produits des amendes prononcées par les autorités de la concurrence	12	364	123	123
Produits des amendes prononcées par les autres autorités administratives indépendantes	0	1	91	91
Recouvrements poursuivis à l'initiative de l'agence judiciaire du Trésor	0	1	1	1
Produits des autres amendes et condamnations pécuniaires	68	178	174	174
Frais de poursuite	1	2	2	2
Frais de justice et d'instance	1	3	2	2
Intérêts moratoires	0	0	0	0
Pénalités	0	0	1	1
Divers (F)	84	365	278	278
Reversements de Natixis	0	0	0	0
Reversements de la Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur	0	0	0	0
Prélèvements sur les fonds d'épargne gérés par la Caisse des dépôts et consignations	0	0	0	0
Divers produits de la rémunération de la garantie de l'Etat	3	20	16	16
Produits des chancelleries diplomatiques et consulaires	15	31	33	33
Redevances et divers produits pour frais de contrôle et de gestion	0	2	3	3
Prélèvement effectué sur les salaires des conservateurs des hypothèques	0	0	0	0
Prélèvements effectués dans le cadre de la directive épargne	0	0	0	0
Commissions et frais de trésorerie perçus par l'Etat dans le cadre de son activité régalienn	0	0	0	0
Frais d'inscription	1	2	2	2
Recouvrement des indemnités versées par l'Etat au titre des expulsions locatives	1	2	2	2
Remboursement des frais de scolarité et accessoires	0	1	2	2
Récupération d'indus	2	6	5	5
Recouvrements après admission en non-valeur	11	36	30	30
Divers versements de l'Union européenne	0	12	14	14
Reversements de fonds sur les dépenses des ministères ne donnant pas lieu à rétablissement de crédits	1	6	8	8
Intérêts divers (hors immobilisations financières)	2	5	4	4
Recettes diverses en provenance de l'étranger	0	0	0	0
Remboursement de certaines exonérations de taxe foncière sur les propriétés non bâties (art.109 de la loi de finances pour 1992)	0	0	0	0
Solte sur reprise de dette et recettes assimilées	0	0	0	0
Recettes accidentelles	24	72	62	62
Produits divers	1	104	29	29
Autres produits divers	21	65	69	69
TOTAL RECETTES NON FISCALES (A+B+C+D+E+F)	439	2 180	1 392	1 381



	Mois	Cumul à fin mars		
	Mars	2016	2015 retraité	2015 exécuté
unité : million d'€.				
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales	-3 262	-9 629	-10 683	-10 684
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation globale de fonctionnement	-2 735	-8 206	-9 120	-9 121
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation spéciale pour le logement des instituteurs	-1	-3	-3	-3
Dotation de compensation des pertes de bases de la taxe professionnelle et de redevance des mines des communes et de leurs groupements	0	0	-1	-1
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA)	-239	-543	-676	-676
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale	0	-2	-2	-2
Dotation élu local	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité territoriale de Corse et des départements de Corse	0	-23	-18	-18
Fonds de mobilisation départementale pour l'insertion	0	0	0	0
Dotation départementale d'équipement des collèges	0	0	0	0
Dotation régionale d'équipement scolaire	0	0	0	0
Fonds de solidarité des collectivités territoriales touchées par des catastrophes naturelles	0	-1	-1	-1
Dotation globale de construction et d'équipement scolaire	0	0	0	0
Compensation relais de la réforme de la taxe professionnelle	0	0	0	0
Dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle	-278	-830	-833	-833
Dotation pour transferts de compensations d'exonérations de fiscalité directe locale	-2	-2	-8	-8
Prélèvement sur les recettes de l'Etat spécifique au profit de la dotation globale de fonctionnement	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation unique des compensations spécifiques à la taxe professionnelle	0	0	0	0
Dotation de compensation des produits syndicaux fiscalisés	0	0	0	0
Dotation de garantie des reversements des fonds départementaux de taxe professionnelle (complément au titre de 2011)	0	0	0	0
Dotation de compensation de la réforme de la taxe sur les logements vacants pour les communes et les établissements de coopération intercommunale percevant la taxe d'habitation sur les logements vacants	0	0	0	0
Dotation de compensation liée au processus de départementalisation de Mayotte	-7	-21	-21	-21
Dotation exceptionnelle de correction des calculs de la dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle et du prélèvement ou du reversement des fonds nationaux de garantie individuelle des ressources	0	0	0	0
Fonds de compensation des nuisances aéroportuaires	0	0	0	0
Dotation de garantie des reversements des fonds départementaux de taxe professionnelle	0	0	-1	-1
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation des pertes de recettes liées au relèvement du seuil d'assujettissement des entreprises au versement transport (1)	0	0	0	0
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne	-1 688	-5 798	-8 217	-8 217
TOTAL PRELEVEMENTS SUR RECETTES	-4 950	-15 427	-18 900	-18 901
Fonds de concours				
Fonds de concours ordinaires et spéciaux	119	336	823	823
Fonds de concours - coopération internationale	40	67	70	70
TOTAL FONDS DE CONCOURS	158	403	893	893

(1) création en 2016



	Mois de mars		Cumul à fin mars					
	Dépenses	Recettes	Dépenses		Recettes		Soldes	
			2016	2015 exécuté	2016	2015 exécuté	2016	2015 exécuté
Comptes d'affectation spéciale	5 086	5 000	14 237	14 200	16 130	16 954	1 892	2 755
Aides à l'acquisition de véhicules propres	21	20	21	0	61	78	40	78
Contrôle de la circulation et du stationnement routiers	2	158	4	30	388	324	384	294
Développement agricole et rural	2	2	2	1	9	9	7	8
Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale	75	32	103	33	94	93	-10	61
Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage	0	1	0	1	3	11	3	10
Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat	17	10	46	60	139	194	94	133
Gestion et valorisation des ressources tirées de l'utilisation du spectre hertzien, des systèmes et des infrastructures de télécommunications de l'Etat (1)	0	0	0	-3	0	0	0	3
Participation de la France au désendettement de la Grèce	0	0	0	0	0	0	0	0
Participations financières de l'Etat	280	0	280	289	1	1 065	-279	777
Pensions	4 535	4 434	13 627	13 590	14 919	14 961	1 292	1 371
Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs	0	0	0	200	19	219	19	19
Transition énergétique (2)	154	341	154	0	497	0	343	0
Comptes de concours financiers	8 240	2 970	30 987	24 686	10 238	9 728	-20 749	-14 957
Accords monétaires internationaux	0	0	0	0	0	0	0	0
Avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	7	25	5 360	0	25	17	-5 335	17
Avances à l'audiovisuel public	345	182	967	917	534	556	-433	-360
Avances aux collectivités territoriales	7 860	2 744	24 611	23 268	9 532	9 010	-15 079	-14 258
Prêts à des Etats étrangers	28	13	49	422	139	142	90	-281
Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés	0	6	0	79	7	3	7	-75
Comptes de commerce	1 267	1 595	2 922	3 229	3 315	3 431	393	202
Approvisionnement de L'Etat et des forces armées en produits pétroliers, biens et services complémentaires (3)	45	24	102	144	86	261	-16	117
Cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire	12	12	36	35	37	35	1	0
Couverture des risques financiers de l'Etat	1 126	1 126	1 414	1 074	1 414	1 074	0	0
Exploitations industrielles des ateliers aéronautiques de l'Etat	55	215	97	90	303	136	206	46
Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat	23	209	1 260	1 870	1 458	1 910	198	39
Lancement de certains matériels aéronautiques et de certains matériels d'armement complexes	0	0	0	0	0	1	0	1
Liquidation d'établissements publics de l'Etat et liquidations diverses (1)	0	0	0	0	0	0	0	0
Opérations commerciales des domaines	4	6	9	11	12	10	3	-1
Régie industrielle des établissements pénitentiaires	2	3	5	5	5	5	0	0
Renouvellement des concessions hydroélectriques	0	0	0	0	0	0	0	0
Comptes d'opérations monétaires	26	203	10 490	1 940	228	1 619	-10 262	-321
Emission des monnaies métalliques	18	2	38	35	27	28	-12	-6
Opérations avec le Fonds Monétaire International	8	201	10 452	1 905	201	1 591	-10 251	-315
Pertes et bénéfices de change	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL COMPTES SPECIAUX	14 619	9 768	58 636	44 054	29 910	31 733	-28 727	-12 321
TOTAL COMPTES SPECIAUX (hors FMI)	14 611	9 567	48 184	42 149	29 709	30 142	-18 476	-12 006

(1) suppression en 2016

(2) création en 2016

(3) changement de libellé en 2016



Unité : million d'€		Solde au 31/12/2015	Flux nets de l'année	Solde à fin mars 2016
Dépôts de fonds au Trésor	Organismes d'assurance et de réassurance	520	126	646
	Organismes à caractère financier			
	Caisse des Dépôts et Consignations	10	-1	10
	La Poste	0	0	0
	Divers organismes à caractère financier	242	-30	212
	Total organismes à caractère financier	773	96	868
	CEPL			
	Régions	1 662	-475	1 187
	Départements	4 826	-1 025	3 801
	Communes	21 357	-1 540	19 816
	HLM	323	38	361
	Autres	20 714	266	20 979
	Total CEPL	48 882	-2 737	46 145
	Hôpitaux	4 440	629	5 070
	Etablissements publics nationaux			
	Etablissements publics nationaux à caractère administratif	10 132	1 411	11 544
	Etablissements publics nationaux à caractère industriel et commercial	4 160	-652	3 508
	Etablissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel	2 786	-62	2 724
	Etablissements publics à caractère scientifique et technologique	862	247	1 109
	Total établissements publics nationaux	17 941	944	18 884
Gouvernements étrangers et organismes à l'étranger	10 494	-1 686	8 808	
Communautés européennes	2 596	-1 121	1 475	
Autres correspondants du Trésor et comptes rattachés				
Fonds et Fondations	42	6	48	
GIP	615	-35	580	
EPL	2 136	498	2 634	
Autres correspondants	12 782	-1 010	11 773	
Neutralisation des découverts des correspondants du Trésor	0	0	0	
Intérêts courus sur les dépôts des correspondants du Trésor	42	-42	0	
Total autres correspondants du Trésor et comptes rattachés	15 617	-583	15 034	
Total Dépôts de fonds du Trésor	100 744	-4 458	96 285	
Comptes à terme	Placements des CEPL sur un compte à terme	18	-3	15
	Placements des correspondants du Trésor (hors CEPL) sur un compte à terme	0	0	0
	Intérêts courus sur comptes à terme	0	0	0
	Total Comptes à terme	18	-3	15
Total Passif (A)		100 761	-4 462	96 300
Créances résultant des placements des deniers pupillaires		0	0	0
Découverts des correspondants du Trésor		0	0	0
Total Actif (B)		0	0	0
SOLDE NET DE LA DETTE DE L'ETAT A L'EGARD DES CORRESPONDANTS (A-B)		100 761	-4 462	96 299



	Solde au 31/12/2015	Flux nets de l'année	Solde à fin mars 2016
unité : million d'€.			
Titres négociables (A)	1 576 395	37 202	1 613 597
Titres négociables à moyen et long terme	1 423 722	35 272	1 458 994
Obligations Assimilables du Trésor (OAT)	1 321 252	60 679	1 381 932
<i>dont</i> - <i>taux fixe</i>	1 139 245	56 260	1 195 505
- <i>taux variable</i>	163 458	4 426	167 884
Bons du Trésor à intérêts Annuels (BTAN)	102 470	-25 408	77 063
<i>dont</i> - <i>taux fixe</i>	94 062	-25 408	68 655
- <i>taux variable</i>	8 009	0	8 009
Autres titres négociables à moyen et long terme	0	0	0
Titres négociables à court terme	152 673	1 930	154 603
Bons du Trésor à taux Fixe (BTF)	152 673	1 930	154 603
Autres titres négociables à court terme	0	0	0
Dettes exigibles sur titres négociables échus (B)	0	0	0
Dettes financières et autres emprunts (C)	6 666	-56	6 610
TOTAL (A+B+C)	1 583 061	37 145	1 620 207



Les chiffres présentés sont les données mensuelles et cumulées depuis le 1^{er} janvier jusqu'à la fin du mois. Les chiffres « exécutés » 2015 correspondent aux données publiées l'année dernière. Les chiffres « retraités » 2015 correspondent aux données exécutées corrigées des changements de périmètre liés à la loi de finances pour 2016.

Autorisation d'engagement (AE)

Elles constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être engagées dans l'année.

Catégorie

La catégorie identifie une typologie de dépenses relevant d'un titre.

Comptes spéciaux

Comptes spéciaux dotés de crédits :

Les **comptes d'affectation spéciale** retracent des opérations budgétaires financées au moyen de recettes particulières qui sont, par nature, en relation directe avec les dépenses concernées. Les crédits de ces comptes sont limitatifs.

Les **comptes de concours financiers** retracent les prêts et avances consentis par l'Etat. Un compte distinct est ouvert pour chaque débiteur ou catégorie de débiteurs. Les comptes de concours financiers sont dotés de crédits limitatifs, à l'exception du compte d'Accords monétaires internationaux et du compte de Prêts à des Etats étrangers.

Comptes spéciaux dotés d'autorisations de découverts :

Les évaluations de recettes et les prévisions de dépenses de ces comptes ont un caractère indicatif ; seul le découvert fixé pour chacun d'entre eux a un caractère limitatif.

Les **comptes de commerce** retracent des opérations de caractère industriel ou commercial effectuées à titre accessoire par des services de l'Etat non dotés de la personnalité morale.

Les **comptes d'opérations monétaires** retracent des recettes et des dépenses de caractère monétaire.

Correspondants du Trésor

Déposants de fonds au Trésor Public à titre obligatoire ou non.

Crédit de paiement (CP)

Limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées pendant l'année pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations d'engagement.

FMI : Fonds Monétaire International

Fonds de concours

Fonds versés par des personnes morales ou physiques pour concourir avec ceux de l'Etat à des dépenses d'intérêt public.

Mission

Une mission comprend un ensemble de programmes concourant à une politique publique définie. Seule une disposition de loi de finances d'initiative gouvernementale peut créer une mission. Les projets de loi de finances présentent les crédits en missions, détaillées en programmes, eux-mêmes composés d'actions. Une mission regroupe donc un ensemble de programmes concourant à une politique publique définie. Elle peut être interministérielle. Elle constitue l'unité de vote des crédits. Les parlementaires peuvent notamment modifier la répartition des moyens entre programmes d'une même mission.

Le montant global des crédits de la mission ne peut, en revanche, être accru par le Parlement.

Prélèvements sur recettes

Prélèvements effectués sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales et de l'Union européenne.

Programme

Un programme regroupe les crédits destinés à mettre en œuvre une action ou un ensemble cohérent d'actions relevant d'un même ministère et auquel sont associés des objectifs précis, définis en fonction de finalités d'intérêt général, ainsi que des résultats attendus et faisant l'objet d'une évaluation.

Unité de spécialité des crédits, le programme constitue le cadre de gestion opérationnelle des politiques de l'Etat. Le responsable d'un programme a la faculté d'utiliser librement les crédits au sein de l'enveloppe du programme fixée par le Parlement, sous réserve de ne pas dépasser le montant prévu pour les dépenses de personnel et le plafond ministériel des autorisations d'emplois.

R et D : Remboursements et Dégrèvements

Il s'agit de dépenses venant en atténuation de recettes d'impôts d'Etat ou d'impôts locaux. Les remboursements concernent des trop versés d'impôts acquittés par versement spontané. Les dégrèvements sont calculés après l'émission initiale de l'impôt pour rectifier des erreurs ou à la suite de procédures contentieuses. Les restitutions d'impôts, les remises gracieuses et les admissions en non valeurs sont également des dépenses venant en atténuation de recettes.

Solde budgétaire de l'exercice

Solde des opérations d'exécution des lois de finances initiale et rectificatives relatives au budget de l'année courante, intégrant leur imputation en gestion courante et suivante.

Titre

Les dépenses budgétaires de l'Etat sont regroupées sous les titres suivants :

- les dotations des pouvoirs publics ;
- les dépenses de personnel ;
- les dépenses de fonctionnement ;
- les charges de la dette de l'Etat ; ces opérations visent les dépenses (décaissements) liées à la dette de l'Etat ayant un impact sur le solde les remboursements de la dette ne sont donc pas visés ici ;
- les dépenses d'investissement ;
- les dépenses d'intervention ;
- les dépenses d'opérations financières.

Différences d'arrondis

La somme des arrondis n'étant pas égale à l'arrondi d'une somme, des écarts de montants peuvent apparaître entre les tableaux de synthèse et les tableaux de développement. Pour l'ensemble des tableaux, le montant présenté au regard de chaque ligne de détail correspond à la valeur arrondie la plus proche.